

Une étude exhaustive et stratégique du secteur agricole/rural haïtien et des investissements publics requis pour son développement

Chapitre 15. Scénarios synthétiques considérés

Geert van Vliet, Gael Pressoir, Bernard Ethéard, Thierry Giordano,
Bénédictine Paul, Michel Benoit-Cattin, Jean Payen, Vincent Geronimi,
Thomas Poitelon, Sandrine Fréguin Gresh

Version finale - 29 juin 2016



Photos : Geert van Vliet

Le contenu de ce rapport n'engage pas nécessairement l'entité qui finance cette étude (la Banque Interaméricaine de Développement) ni aucune personne rencontrée ou autre organisation mentionnée. Ce rapport reste de l'entière responsabilité de ses auteurs.

1. Introduction : pourquoi construire des scénarios?

Tout au long des chapitres précédents nous avons mis en exergue la nature complexe de la situation analysée. Nous ne sommes visiblement pas dans le cas : “un acteur = un problème = une solution”. Au contraire, nous avons indiqué l’existence de multiples acteurs, avec des intérêts, et donc des perceptions des problèmes et des stratégies d’actions différentes. Ces différences peuvent se traduire par des débats (notre rapport reflète quelques un de ces débats), des confrontations et parfois des conflits (sociaux, politiques, commerciaux), dont l’évolution est imprédictible. De plus, il y a sans doute des paramètres encore insuffisamment connus ou même ignorés. Il en résulte une forte incertitude sur l’évolution du système secteur agricole/rural, tant au niveau de l’ensemble comme des variables considérées individuellement. Parier sur un seul futur est risqué. La construction de scénarios nous a ainsi permis de prendre en compte la complexité décrite et d’ouvrir un regard sur divers futurs possibles¹.

2. Comment les scénarios synthétiques ont-ils été construits?

Afin de répondre à l’exigence d’opérationnalité posée dès les termes de référence, la plupart des auteurs de ce rapport ont développé dans leurs chapitres respectifs une réflexion sur les implications de leurs analyses pour l’action. Ces réflexions se sont prolongées par la proposition de scénarios spécifiques aux thématiques abordées dans ces chapitres.

Les éléments les plus marquants ont été extraits des scénarios de chacun des chapitres considérés et utilisés comme briques pour l’assemblage des scénarios « synthétiques ». Pendant les sessions de discussion en équipe lors de cette synthèse, d’autres idées ont émergé et ont donc été incorporées².

Les scénarios synthétiques se présentent sous forme de tableaux. Ces tableaux comprennent les trois scénarios synthétiques construits (en ligne) ainsi qu’une liste de variables (en colonne). A l’intérieur du tableau le croisement entre variables et scénarios permet de caractériser chaque scénario, suffisamment clairs pour les rendre plausibles et pertinents, mais aussi stylisés en vue de provoquer la réflexion.

En ce qui concerne la caractérisation des scénarios (par colonne), il convient de rappeler l’objet de notre étude et donc de la question à laquelle répond cet exercice. L’étude est focalisée sur les mesures de politique et les investissements publics qui pourraient contribuer à la croissance. Il en découle une attention centrale, lors de la conception des trois scénarios considérés, à la qualité, à l’organisation et au rôle de l’Etat. Nous avons élaboré seulement trois scénarios, car nous avons estimé qu’ils représentent suffisamment, à ce stade, la variété des futurs envisageables (sur la base des informations et perceptions disponibles ce jour) et d’examiner les implications pour les actions à entreprendre dès aujourd’hui. Nous avons projeté un horizon de planification à 10 ans.

Les variables considérées (lignes du tableau) ont été organisées en 4 groupes : i) l’identification des enjeux et de leviers (leviers = variables actionnables) ; ii) la sphère macro-politique ; iii) la sphère macro-économique ; iv) les mesures de politique et investissements sectoriels ; et v) les modalités de mise en œuvre

¹ Ce texte est une version identique du document remis à la Banque Interaméricaine de Développement le 30 novembre 2015.

² Parfois, les auteurs ont ensuite repris la rédaction de leurs propres chapitres afin de développer plus en détail les implications des nouvelles idées émises.

3. Présentation des trois scénarios

A. Enjeux perçus et leviers privilégiés	Scenario 1	Scenario 2	Scenario 3
<p>Enjeux perçus</p>	<p>Face aux chocs et crises, deux priorités : répondre aux urgences et capter les flux de l'APD et de la diaspora. Consommer l'aide (au niveau de l'Etat -fonctionnement- ou au niveau des individus). Agriculture : alimenter les villes (se rappeler de 2008), laisser le marché faire, maintenir les conflits à un niveau gérable, préserver équilibres incluant rôle central PAP, améliorer la capacité de réaction de l'Etat aux urgences. Vu que l'aide est organisée par projets, il s'agit d'éviter de longues périodes de soudure et maintenir à tout prix relations avec les différents PTFs. Répondre au fur et à mesure aux demandes divergentes des opérateurs économiques.</p>	<p>Croissance: la croissance réduira les inégalités (après un certain temps); transformer l'aide en investissements productifs; améliorer la capacité de l'Etat pour anticiper les crises, agriculture : priorité à la production nationale par tous les moyens; l'Etat est au centre pour adapter le pays face au changement climatique. Respect des terres arables et biodiversité. La gravité des problèmes demande une approche top-down.</p>	<p>Croissance redistributive, réduire progressivement le besoin d'aide et clarifier la répartition des rôles entre Etat et PTF; améliorer les capacités de l'Etat pour prévenir et mieux répondre aux crises. Réduire le déficit extérieur (compétitivité nationale), planification et coordination des politiques; produire conjointement une charte des relations avec la République Dominicaine; Nourrir une population urbaine chaque fois plus exigeante en termes de qualité (capitale et villes secondaires). Durabilité au sens fort (préservation du potentiel productif -terres arables, mais aussi écosystèmes terrestres et marins). Améliorer la productivité du travail mais seulement avec des machines appropriées. Former les ressources humaines au niveau de l'enseignement supérieur et capables de mettre en oeuvre la politique LT proposée. La complexité des problèmes demande une approche concertée avec les nombreux acteurs impliqués.</p>
<p>Leviers privilégiés</p>	<p>Importer (incluant aliments). Priorité : formuler des projets de demande de coopération. Grands projets d'infrastructure structurants. Distribuer des intrants et subventions selon l'aide récoltée (tracteurs, semences importées, engrais). Répondre aux demandes au fur et à mesure. Toutes les approches de production bienvenues. Déléguer la mise en oeuvre. Les ressources humaines sont suffisantes pour mettre en oeuvre cette politique qui est adaptée aux capacités de l'Etat.</p>	<p>Grands projets structurants (irrigation et drainage). Etat intervient dans les filières prioritaires selon les besoins tout au long de la chaîne de valeur (crédit, intrants, transport, transformation, centralisation des achats, vente, exportation, fixation des prix et conditions de qualité à chaque phase). Les autres filières sont confiées au privé.</p>	<p>Relancer la production de biens et services publics et privés en appui à l'agriculture; Production de qualité (incluant bio) pour le marché national (émergence villes secondaires); priorité infrastructures productives individuelles; PTF : insertion dans politiques concertées; réduction des coûts de l'APD; planification, aménagement du territoire, réduction coûts fonctionnement de l'Etat et réorganisation (déconcentration et décentralisation effectives), approfondissement de la réorganisation du MARNDR (organisation par filières?, clarifier processus de production des biens et services précis attendus, données nécessaires au pilotage et leur utilisation).</p>

B. Régulation macro politique (incluant Constitution)	Scenario 1	Scenario 2	Scenario 3
Modification régime	Aucune : statut quo = ni présidentiel, ni parlementaire	Oui : Retour vers un régime présidentiel fort	Oui : Amélioration du régime semi-présidentiel, en laissant les gouvernés choisir, les gouvernants gouverner et les gouvernants rendre compte (Carcassonne, 2008)
Modification voilure, structuration Etat	Non. Maintenir statut quo. Investissement proposé : reconstruire palais législatif pour 118 députés et 30 sénateurs, 144 bureau communaux et 570 bureaux des CASECS, construire 10 sièges administratifs pour les CT départementales, anticiper les fonds de l'APD en vue de financer les prochaines élections générales.	Oui: Suppression de toutes les collectivités territoriales. Etat au niveau central et déconstruit assure présence de l'Etat. Les députés représentent les populations au niveau local.	Oui (dialogue politique, réduction coûts de structure de l'Etat à tous les niveaux, toutes branches, réduction nombre d'élus, nombre de chambres, nombre de niveaux de CT)
Statut de l'opposition	Non	Non	Oui
Statut des partis politiques	Non	Oui, défini par l'exécutif	Oui, dialogue avec les principales organisations politiques
Production et respects des droits	De propriété, biens : dotations (police, prisons)	De propriété, biens : dotations (police, prisons)	Coordination des 3 branches, articulation avec programmes socio-économiques, augmentation dotations ensemble du judiciaire (justice et police, central et déconcentré, formation, recrutement personnel, prévention). Respect tous droits par tous incluant, droits de l'homme, usage des sols, zonage, préservation ressources naturelles, anti-corruption, droit commercial et industriel, droit de la propriété intellectuelle.
C. Régulation macro économique	Scenario 1	Scenario 2	Scenario 3
Taux de change	Dévaluation lente non maîtrisée de la gourde	Dévaluation maîtrisée de la gourde	Ajustement maîtrisé de la gourde
Tarifs importation	Pas de modification	Relèvement de tous les taux, au niveau du Caricom, avec effet immédiat	Relèvement taxes à l'importation, relèvement lent pour filière avec risque inflationniste, et fort pour filières sans risque inflationniste; défense de la compétitivité nationale
Taux de réserve bancaire	Ajuster pour assurer l'objectif de change recherché.	Ajuster pour assurer l'objectif de change recherché.	Ajuster pour assurer l'objectif de change recherché.
Assiette fiscale	Elargissement progressif	Elargissement de l'assiette fiscale. Tout haïtien en âge de voter est soumis à l'impôt (au moins 1/20 du salaire minimum journalier). Effort de recouvrement fiscal	Elargissement de l'assiette fiscale. Tout Haïtien en âge de voter est soumis à l'impôt (minimum 1/20 du salaire minimum journalier). Incorporer le secteur informel à l'économie formelle. Effort sur l'impôt local.
Taux d'imposition	Pas de modification significative mais amélioration de la collecte. Priorité à la mobilisation des ressources domestiques.	Effort de recouvrement. Priorité à la mobilisation des ressources domestiques	Effort de recouvrement. Associer économie informelle au recouvrement de la TCA. Réforme fiscale, en taxant moins le travail et en limitant les exonérations
TCA	Maintenir niveau de TCA	Augmenter TCA à 15%	Taux différenciés de TCA selon produits de première nécessité ou non.
Coût du crédit bancaire formel	Reste élevé, peu d'intérêts des banques pour le prêt qui génèrent des bénéfices autrement	Stimuler l'emprunt productif	Stimuler l'emprunt productif

C. Régulation macro économique (suite)	Scenario 1	Scenario 2	Scenario 3
Ressources naturelles	Le Haïti adhère à l'ensemble des traités concernant la préservation des espaces et ressources naturelles. La situation d'Haïti ne permet pas de freiner l'urbanisation.	L'Etat prend des mesures draconiennes (destructions de maisons, amendes) pour protéger les terres arables contre l'avancée de l'urbanisation. L'état prend des mesures draconiennes pour défendre les aires protégées et impose des mesures de respect des utilisations des zones tampons. Coercition	Stock et flux de ressources naturelles sont distingués. Le ministère de l'environnement protège les stocks. Il fixe avec les ministères utilisateurs des flux, les conditions d'accès et de prélèvement. En accord avec Ministère de l'environnement, MARNDR établit zonage (terres arables, zones de pêche); aires protégées (marines et terrestres). Un système neutre autofinancé d'amendes et subventions afin d'inciter les acteurs à respecter règles du zonage et de reconstituer les stocks. Dialogue et instruments financiers.
Gestion des risques incluant CC	Améliorer le système d'appel à l'aide (avec alertes automatiques envoyés à l'ensemble des agences humanitaires internationales). Quelques expériences avec l'assurance indexée au climat.	Constitution d'une capacité Haïtienne de réponse aux risques (renforcement service de sécurité civile). Exercices annuels de réponse dans tout le territoire.	Constitution/renforcement d'une capacité Haïtienne de réponse et prévention des risques (sécurité civile professionnalisée et volontaires formés). Capacité de concevoir et mettre en oeuvre réponses de type ORSEC (Organisation de la réponse de sécurité civile), dotée d'équipements appropriés. Développement de processus structurels d'adaptation, y compris dans l'agriculture avec modification des pratiques culturales, des variétés, des cultures, etc. Renforcement de l' institut de surveillance et de prévisions climatiques.
Cadrage et coordination de l'action publique	Haïti pays émergent en 2030, CNSA Prévisions et alerte, oriente l'aide alimentaire, Partenariats publics Bailleurs (PPB) Plan National d'investissements agricoles PNIA. Multiples instances de planification (MPCE, BPM, CIAT). Tout est faisable tellement le cadre est large, il n'y a pas de priorisation in fine, on est dans le coup par coup suivant l'humeur de chaun.	Plan de développement quinquennal. Toute aide s'insère dans ce plan. Le MPCE est chargé du plan. Des choix sont faits et respectés.	Générer et exploiter les données requises pour le pilotage indirect. Former les ressources humaines qui sachent pratiquer ce type de pilotage. Approche de planification glissante actualisée annuellement (avec preojection CT, MT LT), négociée avec les parties prenantes, constitue cadre de programmation pour l'ensemble des intervenants publics. APD s'insère dans cette programmation, avec priorité sur investissements capables de renforcer l'assiette fiscale et la formation des ressources humaines nationales. MPCE : plan économique et social; CIAT, aménagement du territoire.
Volume APD, dons ou/et prêts?	Evolue suivant les crises et les priorités des PTF, ce qui oblige à adapter les programmes d'investissement en permanence. Dons. Projets.	Dons et prêts, selon arrivages. Diversification des sources de l'aide.	L'objectif est de maîtriser / réduire progressivement le rôle de l'aide externe, quelle que soit l'origine, afin de renforcer la souveraineté du pays. Prêts, afin de 'améliorer espace de négociation du pays. Appui budgétaire uniquement, au niveau national, sectoriel ou décentralisé - après réforme . Plus de projets.
Origine du financement externe	Amis traditionnels du Haïti,	Amis traditionnels, nouveaux amis des pays émergents (Brésil, Chine) ; coordination à travers le MPCE	Origine indifférente du moment que l'aide respecte le cadrage gouvernemental et les modalités de mise en oeuvre. Un temps est donné aux PTF pour s'adapter aux nouvelles règles.
Coordination et modalité d'insertion de l'APD	Dons, intervention par projets, répartition des secteurs et espaces d'intervention entre les bailleurs; mise en oeuvre par UEP, coordination à travers la table sectorielle (qui ne mobilise pas tous les bailleurs e.g. Taiwan, Chine, Japon, Venezuela); les bailleurs sont décideurs en dernier ressort.	Prêts ou dons indifférents mais seulement appui budgétaire. Tout financement passe par le trésor national et est mis en oeuvre par les ministères, qui sont réorganisés en conséquence, avec l'appui d'assistance technique externe. Augmentation des prêts avec l'augmentation des ressources fiscales locales et le développement de l'investissement privé.	APD s'insère dans cadre de la planification nationale (retour au plan, nouvelle approche). Prêts avec déboursements conditionnés aux résultats, <i>Result Based Lending</i> , appui budgétaire ou appui budgétaire ciblé, sectoriel. Il n'y a plus d'UEP. 3% de l'aide destinée à la recherche et l'enseignement supérieur. 5% pour le renforcement des capacités dans tout prêt ou don, notamment pour les services déconcentrés de l'Etat et les collectivités territoriales retenues après réforme, qui deviennent maître d'ouvrage. Réduction des coûts de gestion et de mise en oeuvre (moins d'intermédiaires).

D. Mesures et investissements sectoriels	Scenario 1	Scenario 2	Scenario 3
Approche territoriale	Dans les faits, priorité aux plaines côtières, près des villes	Objectif : plaines côtières irrigables	Priorisation des territoires basée sur le zonage. Les incitations iront en premier lieu vers les territoires et secteurs priorités. Chaque territoire est important.
Approche filières	L'initiative est laissée aux UEP, ONG. Grandes entreprises : pas de licence sociale pour opérer. L'absence d'investissement dans les RH Haïtiennes fait qu'il faut mobiliser en permanence de l'expertise étrangère dans tous les domaines. Quelques cadres Haïtiens disponibles, mais leurs coûts ne permettent pas le recrutement par les petits et moyens opérateurs de filière.	Filières organisées suivant monopoles publics ou privés (en échange d'investissements conséquents); filières privilégiées: Riz, haricot, banane, plus cultures d'exportation (café cacao mangues), fixation prix, Etat seul acheteur dans quelques filières. Les monopoles privés ne sont que peu inclusifs, les monopoles publics sont tiraillés entre inclusion et exclusion.	Marketing financé par l'Etat pour promouvoir la production locale, définition des qualités intrinsèques des produits et des processus de production; stimuler les intervenants génériques dans la chaîne de valeur (étiquetage, packaging, verres); appuis de l'état conditionné à inclusivité et RSE.
Transferts sociaux, payer dette sociale?	Pas de programme, mais quelques transferts sociaux ciblés selon projets	Pas de programme intégré. Les cantines scolaires: tous les aliments proviennent des magasins d'état (produits nationaux)	Selon la loi, toutes les écoles doivent avoir une cantine. Vouchers publics pour l'accès à l'école (incluant accès cantine). Transferts cash ciblés et temporels en cas de crise ou dans territoires ou filières spécifiques.
Irrigation et drainage	Grand programme de petits travaux (HIMO). Les périmètres existants se dégradent.	Grands projets d'aménagement et d'irrigation	Drainage. Entretien des périmètre existants. Irrigation individuelle
Infrastructures routières	Multiplicité de schémas routiers. Le choix de projet routier dépend du rapport de forces entre acteurs qui détermine aussi les modalités de mise en oeuvre (HIMO, grandes entreprises, nationales, étrangères).	Programme de grands projets routiers selon schéma interministériel. Construction en régie directe (en principe) ou confiée aux opérateurs privés haïtiens.	FER : contribution au FER 10% du prix du combustible. FER fait appels d'offres pour entretien et construction réseau routier national. Les réseaux secondaires et tertiaires sont confiés aux services départementaux déconcentrés ou aux CT, après réforme constitutionnelle, avec budgets correspondants (+50% du FER). Selon la nature des travaux et la situation locale, les appels d'offres seront modulés pour prendre en compte approches HIMO ou mécanisés; entreprises locales; entreprises nationales ou consortia Haïtiens-internationaux.
Infrastructures et services de base (eau, santé, éducation) en milieu rural	Délégation de service public (aux ONG et secteur privé). Qualité de l'enseignement : à chacun selon ses moyens	Enseignement primaire obligatoire et gratuit (peut être mis en oeuvre par tiers); enseignement secondaire public de qualité en internat pour les meilleurs.	Couverture à 98% eau potable et assainissement en 5 ans. Accréditation obligatoire de tous les centres d'enseignement primaire et secondaire. Après diagnostic, acceptation et mise en oeuvre de plans de mise à niveau (infrastructures, qualité enseignants et curricula). Vouchers pour frais d'inscription aux centres jouant le jeu.
Accès à la terre incluant problématique du métayage	Sur 96% du territoire : ne toucher à rien tant que la gestion informelle du foncier reste une contrainte et pas une barrière -ref. travaux de Glenn Smucker); 4% du territoire : approche CIAT (cadastre)	Zonage sur la base d'une étude foncière. Suppression de la propriété privée des terres agricoles. Toutes les terres agricoles à l'Etat, suppression métayage. Conditions attractives pour baux à fermage de 1 an renouvelable. Urbanisations clandestines réprimées. Continuation des efforts de cadastre.	Etude foncière intégrée dans les plans de développement départementaux. principal enjeu : réduire injustices dans l'accès à l'utilisation de la terre. Propriété privée est maintenue mais élimination contrats de métayage, remplacés par baux de location long terme; scénario registre propriétaires et bailleurs via DGI combiné avec zonage; imposer bail à terme fixe à 5 ans et conditions plus équitables par la loi; bail avec conditions de respect zonage; si respect : subvention du bail; si non respect : amendes. Continuation des efforts de construction d'un cadastre.
Création statut entrepreneur agricole	Non	Non	Oui, lié à l'élimination du métayage et à la mise en oeuvre du système de registre d'inscription de la propriété auprès de la DGI.

D. Mesures et investissements sectoriels (suite)	Scenario 1	Scenario 2	Scenario 3
Approche innovation	L'Etat est au centre du système, encore faut-il convaincre les autres acteurs. Dépendance à l'aide internationale qui finance expérimentations locales mais pas le changement d'échelle. Dépendance des solutions extérieures à Haïti : génétique, ressources humaines,. Un rôle accru pour le grand secteur privé agro-industriel auxquels l'Etat propose zones franches, exemption d'impôt et accès aux terres du domaine privé de l'Etat. Le grand secteur privé pilote les services. Fortes asymétries selon accès aux services.	Etat : le système c'est moi. Vulgarisation : par les BACs. Formation professionnelle : par les écoles moyennes (toutes ramenées sous le giron du MARNDR).	Approche systémique intégrée, multiples acteurs, Etat : noeud actif d'un réseau composé de multiples acteurs. Etat produit biens et services publics. Renforcement des organisations de producteurs et favorise liens au sein du secteur privé. Innovation autochtone et décentralisée.
Appui à l'investissement productif	Initiatives dispersées, quelques projets, prédominance de l'usure, microfinance ne finance pas les sauts technologiques	Etat préfinance lui-même, fournit intrants, centrales d'achat, le prix peut incorporer la subvention, recherche et vulgarisation par l'Etat. Centrales d'achat de l'Etat.	Fonds d'investissement publi-privé (associant banques privées et Etat avec présidence tournante) en appui à la création des entreprises. Il peut donner des garanties bancaires. Il peut acheter des parts en tant qu'actionnaire.
Recherche et enseignement supérieur	Qualité des universités selon arrivages, activités de recherche : selon financements épars disponibles; définition des objets de recherche : en fonction des intérêts des chercheurs et leurs financeurs; pas de liens entre recherche et système d'innovation, rivalités entre universités publiques et privées, de province et de PAP. Le CRDA existe (1 cadre).	Trois campus de l'UEH : Nord Limonade, Ouest, et Sud. Renforcement de la FAMV (ramenée sous la tutelle du MARNDR). Bourses au mérite pour les inscrits dans les établissements publics. CRDA ramené sous la tutelle de la FAMV. Financement et mise en oeuvre de la recherche par le MARNDR. Les universités privées doivent se financer seules.	Clôture technique du CRDA. Etat ne finance plus construction d'infrastructures d'équipements et fonctionnement des universités. Autonomie universitaire plus responsabilité. Toutes les universités fonctionnent avec les coûts d'inscription des étudiants. Etat : 4 mécanismes : FONRED, accréditation des centres de formation (qualité, résultats); système de vouchers au mérite et selon revenus ; vouchers peuvent être utilisés dans toute université publique ou privée accréditée; subventions ciblées pour lancer les nouvelles formations et rôle d'incubation des universités. 3 Masters : recherche-formation; professionnels, sciences et technologie. De plus, formations courtes professionnelles.
E. Modalité de mise en oeuvre	Scenario 1	Scenario 2	Scenario 3
Maîtrise d'ouvrage	Etat central, bailleurs	Etat central, Etat déconcentré	CT (après réforme constitutionnelle); entités déconcentrées de l'Etat (département); Etat central, Fonds incitatifs publics-privés
Maîtrise d'ouvrage déléguée.	Banques multilatérales et agences bilatérales (UEP). Agences de coopération bilatérales, instituts de recherche publics étrangers, universités privées étrangères, bureaux d'étude,...	Suppression des UEP. Exécution directe par l'Etat. Plus de maîtrise d'ouvrage déléguée.	Supprimée. Il n'y plus d'UEP. Seulement des fonds incitatifs gérés par le Ministère. Simplification et réduction des coûts de transaction et de gestion dans la mise en oeuvre des programmes gouvernementaux
Maîtrise d'oeuvre	Opérateurs privés, BAC, DDA	Etat central, Etat déconcentré, Banque agricole publique, Centrales d'achat publiques	Opérateurs privés incluant OP, organisations relevant de l'économie solidaire.
Les Organisation de Producteurs comme opérateurs	Non	Non	Oui
Rôle des services déconcentrés de l'Etat dans la production et la mise à disposition des services et biens publics	Tout centralisé	Central+déconcentré (CT supprimées)	Avant réforme constitutionnelle : Etat+déconcentré; après réforme constitutionnelle : repartition des compétences entre Central, déconcentré et CT selon principe de subsidiarité
Coordination interministérielle au niveau département	Selon départements et projets d'appui	Oui, MPCE	MPCE et CIAT et tous ministères travaillant ensemble dans nouveaux bâtiments administratifs
Modalités de financement	Multiples, selon arrivages et rapports de force entre acteurs	Fonctionnement et investissements financés par l'Etat. Préfinancements de la production dans filières sélectionnées par centrales d'achat gérées par le ministère.	Fonds incitatifs gérés par les Ministères respectifs. Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche : FONRED. Ministère des finances gère le fonds d'appui à l'investissement productif.